



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORMANDIE

Les Aucrais
14190 Cauvicourt

Références : 2024.433
Code AIOT : 0005300625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 Cauvicourt. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 Cauvicourt
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation SUEZ RV Normandie dite des Aucrais, située sur les communes de Bretteville-le-Rabet,

Cauvicourt et Urville, est autorisée par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elle est notamment constituée de :

- la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation (le casier en cours d'exploitation à la date de la visite est le 4G) ;
- une déchetterie.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réception du casier 5A - Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 et 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Réception du casier 5A - Barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 et 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Réception du casier 5A - Drainage et collecte des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Réception du casier 5A - Conclusion et dépôt des premiers déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Hauteur des lixiviats dans les casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 et 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Traitement de lixiviats en provenance provenant d'installations extérieures	AP Complémentaire du 15/05/2023, article 7 et 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réception du casier 5A - Structure du casier	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22.4 modifié	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de cette visite de l'inspection des installations classées est de procéder à un examen visuel de la conformité du casier 5A avant réception des premiers déchets et de contrôler les niveaux de lixiviats dans les différents casiers.

Les travaux de terrassement du casier 5A ont débuté le 30 mai 2023. La mise en place de la barrière de sécurité passive s'est déroulée du 21 juin au 4 août et la pose de la barrière de sécurité active a eu lieu du 7 août au 6 octobre. Enfin, les drains et les matériaux drainant ont été installés du 2 au 18 octobre. L'étude du dossier de conformité et la visite de terrain concluent sur la nécessité de procéder à des actions correctives, à savoir des reprises de géotextile, une reprise de géomembrane, et la mise en place d'un dispositif de pompage des lixiviats avant la réception des premiers déchets (cf. rapport).

Concernant les lixiviats, l'exploitant ne mesure pas les hauteurs de lixiviats et ne procède pas à leur pompage dans certains casiers. Ces non-conformités sont décrites dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réception du casier 5A - Structure du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22.4 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Réception du casier 5A - Structure du casier
Prescription contrôlée : L'article 22.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2005 a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 3 juillet 2015 et du 15 mai 2023. Les terrains sont nivelés avec des pentes qui ne doivent pas être inférieures à 2 % vers les drains conduisant les lixiviats vers le Nord-Ouest en un point unique par casier grâce à des pentes qui ne doivent pas être inférieures à 0,5 %. Le point bas du fond de forme a une altitude supérieure ou égale à la cote + 95,0 m NGF, pour les casiers mis en service postérieurement au 1 ^{er} juillet 2023. [...] La digue périphérique, ancrée dans le terrain en place, est réalisée dans les règles de l'art de façon à garantir sa stabilité et sa résistance. Elle est prolongée au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation jusqu'au ceinturage complet de l'unité de stockage. [...]
Constats : Le dossier de conformité du casier 5A daté du 23/11/2023 réalisé par l'entreprise KOMEA chargée du contrôle externe précise la structure du casier : - des levés topographiques indiquant le point le plus bas du fond de terrassement à une cote de + 95,25 m NGF au niveau du puits de pompage des lixiviats et confirmant la présence d'une pente vers ce puits ; - la réalisation d'un remblai du talus Est contre l'ancien front de taille de carrière et une étude concluant à la stabilité de ce talus ;

- les vues en coupes et les pentes côté casier 2H1V du parement d'une hauteur de 2 m réalisé contre ce remblai ;
- les différentes étapes et le contrôle de la réalisation de la digue extérieure Nord-Est intégrant une rampe d'accès ;
- les vues en coupe et les pentes côté casier 1H1V du parement d'une hauteur de 2 m réalisé contre cette digue extérieure ;
- une vue en coupe et les pentes côté casier 3H2V du parement au niveau de la séparation au Sud des casiers 4G et 5A ;
- les vues en coupes et les pentes 1H1V de la diguette de séparation d'une hauteur de 2 m et de largeur au sommet 1,5 m réalisée à l'Ouest en limite du futur casier 5B ;
- la surface de fond du casier de 5 790 m².

Le fond du casier, la digue extérieure et les parements ont été réalisés par l'entreprise PIGEON (contrôle interne LCBTP). Le remblai contre l'ancien front de taille a été réalisé par MITHIEUX TP (étude de stabilité SOCNA SOLS). Les levés topographiques ont été réalisés par ALPHA GEOID.

Les éléments listés ci-dessus et indiqués dans le dossier sont conformes aux prescriptions.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a complété son dossier par courriel le 17 juillet avec :

- une étude de stabilité de la digue périphérique Nord-Est (LCBTP) ;
- un levé topographique indiquant les pentes (comprises entre 1,05 et 2,94 %) dirigées vers le puits de collecte des lixiviats ;
- les vues en coupe manquantes.

Cette dernière étude de stabilité (p. 11) recommande une surveillance du talus à la suite de chaque tir de mine réalisé sur le site de la carrière voisine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera de la surveillance du talus de la digue périphérique Nord-Est située entre le casier 5A et le site de la carrière après chaque tir de mine comme recommandé dans l'étude de stabilité et tiendra à disposition de l'inspection ces éléments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réception du casier 5A - Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 et 18

Thème(s) : Risques chroniques, Réception du casier 5A - Barrière de sécurité passive

Prescription contrôlée :

Article 8 :

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;
- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au

moins 1 mètre d'épaisseur.

[...] Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.

Article 18 :

[...] Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.

Constats :

L'entreprise PIGEON a réalisé les travaux de mise en place de la barrière de sécurité passive (BSP) sur le fond et les flancs du casier.

La BSP équivalente en fond de casier est constituée de 1,1 m d'argile de perméabilité à 1.10^{-9} m/s. Une étude d'équivalence réalisée par ACG est fournie dans le dossier. Le dossier indique que les parements de perméabilité 1.10^{-9} m/s réalisés sur les flancs ont une hauteur de 2 m et une épaisseur de 1 m. Le contrôleur interne de l'entreprise PIGEON, LCBTP, a procédé à des contrôles de perméabilité et d'épaisseur de la BSP sur le fond et les flancs. Les résultats n'appellent pas de remarques particulières.

Enfin, dans le cadre de l'équivalence, un géosynthétique bentonitique (GSB) a été mis en place par l'entreprise GALOPIN sur les flancs du casier. Le contrôle interne de la pose du GSB n'est pas fourni.

L'étude d'équivalence indique la structure recommandée pour les flancs et précise que « Compte tenu de la nature calcaire du substratum, nous recommandons de poser un GSB à bentonite calcique activé [...]. Il ne convient pas de retenir le GSB sodique (risque de transferts ioniques entre les ions sodiques de la bentonite et les ions calcium du substratum et de perte des caractéristiques d'imperméabilité du GSB) ». La fiche technique du GSB « TEKTOSEAL CLAY NA 5000 FR-WB » indique qu'il est constitué de granulés de bentonite sodique enfermés entre deux géotextiles de séparation. Lors de la visite, l'exploitant confirme la compatibilité de ce GSB avec les préconisations de l'étude.

Le contrôle externe de l'épaisseur du fond de la BSP a été réalisé par levé topographique par ALPHA GEOID. Elle est comprise entre 1,1 m et 1,36 m. Les contrôles externes de la BSP et du GSB ont été réalisés par l'entreprise KOMEA. Des mesures de perméabilité ont été réalisées sur la planche d'essais et la partie supérieure de la BSP. Le rapport indique que tous les résultats sont inférieurs à 1.10^{-9} m/s. KOMEA émet un avis favorable sur le contrôle interne de l'entreprise GALOPIN concernant la mise en place du GSB.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le 17 juillet la procédure de mise en œuvre du GSB indiquant les modalités de pose, les recouvrements minimaux et leur contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de fournir des éléments sur le contrôle externe de l'épaisseur ($1 \text{ m à } 1.10^{-9} \text{ m/s}$) des flancs du casier (parements de BSP).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réception du casier 5A - Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 et 19
Thème(s) : Risques chroniques, Réception du casier 5A - Barrière de sécurité active
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9 :</p> <p>I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active".</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.</p> <p>Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>[...]</p> <p>Article 19 :</p> <p>Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication et procède à leur contrôle après leur positionnement.</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.</p> <p>Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La géomembrane ATARFIL en PEHD 2 mm certifiée ASQUAL a été posée par l'entreprise GALOPIN. Le rapport contient notamment le plan de calepinage, les certifications ASQUAL des soudeurs, le contrôle interne de l'ensemble des doubles soudures et points singuliers. Le rapport conclue qu'aucune anomalie n'a été relevée.</p> <p>Le contrôleur externe KOMEA indique avoir contrôlé l'ensemble des extrusions et des doubles soudures. Les contrôles sont conformes. KOMEA émet un avis favorable sur la réalisation de la</p>

BSA et certifie que la mise en œuvre a été réalisée conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur.
Il a été constaté le jour de la visite une déchirure de quelques centimètres sur la géomembrane au niveau de la risberme côté casier 4G. Ceci constitue une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de réparer cette déchirure et de fournir les justificatifs de cette réparation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Réception du casier 5A - Drainage et collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Réception du casier 5A - Drainage et collecte des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s.</p> <p>Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en termes d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.</p> <p>III. - Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.</p> <p>Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un géotextile anti poinçonnant TENCATE P100S est posé sur la géomembrane sur les flancs du casier (masse surfacique 1000 g/m²).</p> <p>La couche de drainage équivalente en fond de casier est constituée d'un géocomposite de drainage AFITEXINOV DRAINTUBE 900 HT FT0,5 D25 et d'une couche de 30 cm de matériaux drainants. Une note est jointe au dossier et conclut sur l'équivalence hydraulique avec une couche de 50 cm de matériaux drainant. Ce géocomposite de drainage assure également une fonction antipoinçonnante (masse surfacique 900 g/m²). Un levé topographique réalisé par ALPHA GEOID confirme une épaisseur de matériaux drainant supérieure à 30 cm en tout point du casier.</p>

Le dossier décrit la mise en place de trois drains PEHD de diamètre 250 mm conduisant les lixiviats vers le puits de pompage. Les pentes sont de 1,94 %, 3,28 % et 3,71 %. Les drains ont été inspectés par vidéo par SARP. Ces contrôles n'appellent pas de remarques particulières.

GALOPIN a réalisé les travaux sur les géocomposites, SODAFGEO a mis en place le réseau de drains et PIGEON la couche de matériaux drainant.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le 17 juillet le synoptique de la mise en œuvre du puits de lixiviats. Le puits est installé dans une sur-profondeur de BSP. Il est posé de bas en haut :

- un GSB de renforcement ;
- la géomembrane PEHD 2 mm ;
- un géotextile de protection double épaisseur ;
- une dalle béton ;
- l'embase du puits PEHD ;
- une buse béton perforée ;
- un béton de maintien.

Cette description n'appelle pas de remarques particulières. Des informations sur le type de pompe utilisé ont été fournies.

La visite de terrain a permis de constater quelques non-conformités concernant la mise en place du géotextile, notamment sur la risberme côté casier 4G. La géomembrane était visible à certains endroits.

Il a également été constaté la présence de pierres dans cette zone sur le géotextile. Certaines mesurent environ 50 cm de diamètre et ne sont pas déplaçables à la main. Celles-ci sont tombées et ont roulé depuis le casier 4G lors de l'apport de matériaux inertes en bout de casier 4G.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de repositionner et fixer le géotextile sur les parties concernées et de fournir les justificatifs des réparations effectuées. L'exploitant s'assurera de l'absence d'impact de la chute de ces pierres sur le géotextile et la géomembrane.

Il est également demandé à l'exploitant de mettre en place le dispositif de pompage avant réception des premiers déchets dans le casier (cf. point de contrôle n°6).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Réception du casier 5A - Conclusion et dépôt des premiers déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Réception du casier 5A - Conclusion et dépôt des premiers déchets

Prescription contrôlée :

[...] II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers.

L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. [...]

Constats :

L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le 27/05/2024 le dossier de conformité relatif à la réalisation du casier 5A. Celui-ci a été rédigé par l'organisme tiers KOMEA (daté du 23/11/2023). Il conclut sur le respect des dispositions réglementaires d'aménagement du casier. Suite à la visite, l'exploitant a adressé à l'inspection par courriel des éléments complémentaires.

L'ensemble du dossier a fait l'objet d'un examen documentaire approfondi. Les prescriptions techniques applicables ont été vérifiées par sondage par l'inspecteur des installations classées (cf. rapport).

La présente inspection du 16/07/2024 a permis de procéder à un examen visuel du respect des prescriptions, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avant tout dépôt de déchets dans le casier.

Les constatations visuelles ont porté sur les seules parties visibles à l'issue de l'aménagement du casier : géométrie globale du casier, mise en œuvre de géotextiles de protection de la géomembrane, bonne répartition du massif drainant en fond de casier, emplacement du puits de collecte des lixiviats. Au regard de l'ensemble des informations communiquées par l'exploitant et des constats effectués sur site (cf. points de contrôle 1 à 4), le casier 5A apparaît apte à recevoir des déchets sous réserve de procéder aux actions correctives demandées dans le présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder aux actions correctives et de fournir les éléments justificatifs demandés dans les points de contrôle 2, 3 et 4 avant la réception des premiers déchets dans le casier 5A.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Hauteur des lixiviats dans les casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 et 22

Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des lixiviats dans les casiers

Prescription contrôlée :

Article 11 :[...]

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. [...]

Article 22: [...]

II. - L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;

- les quantités d'effluents rejetés ;

- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

L'exploitant a fourni les relevés des hauteurs de lixiviats des mois de mars, avril, mai et juin 2024 pour les casiers 2C, 2D, 3C, 3D, 3E, 3F, 4A et 4B. Quelques écarts sont notés sur les casiers 2C et 4A en mars et mai. L'exploitant a procédé à un changement de sonde sur ces deux casiers et au remplacement de la pompe du casier 2C. En juin, les niveaux sur ces casiers sont tous conformes et inférieurs à 30 cm.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas faire de mesures des hauteurs de lixiviats dans les casiers 4C, 4D, 4E et 4F. Ces casiers fermés (depuis deux ans pour les casiers 4C et 4D) ne sont pas encore équipés de sondes de mesure et de pompes.

L'exploitant indique qu'il n'a pas besoin de pomper les lixiviats, car il ne procède pas à la réinjection de ceux-ci pour le moment. Il n'est pas en mesure d'évaluer si les lixiviats dépassent la couche drainante et sont en contact avec les déchets. Ces constats constituent une non-conformité.

Le casier 4G est en cours d'exploitation. L'exploitant indique qu'il ne procède pas au pompage des lixiviats dans ce casier pour des raisons de faisabilité technique. Il n'est pas en mesure d'indiquer à l'inspection le niveau de lixiviats dans le casier par rapport à la couche drainante et décrit une situation normale et habituelle. L'inspection s'interroge sur la hauteur de lixiviats présente en fond de casier ouvert et vers où ceux-ci sont dirigés en l'absence de pompage. De plus, les déchets immergés en fond de casier ouvert sont susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives. Ce constat constitue une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder aux actions correctives suivantes sous un délai d'un mois :

- réaliser une mesure des hauteurs de lixiviats dans les casiers 4C, 4D, 4E, 4F et 4G, transmettre les résultats à l'inspection et évaluer la conformité de la situation ;
- mettre en place le pompage des lixiviats dans ces casiers y compris le casier en cours d'exploitation et apporter les justificatifs de sa mise en place ;
- expliquer comment est assuré le bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage ainsi que leur efficacité (arrêté ministériel du 15 février 2016, art.11, paragraphe 3).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Traitement de lixiviats en provenance provenant d'installations extérieures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/05/2023, article 7 et 9

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de lixiviats en provenance provenant d'installations extérieures

Prescription contrôlée :

Article 7 :

[...]

La quantité de lixiviats provenant d'installations extérieures et traités sur l'installation est limitée à une capacité maximale de traitement strictement inférieure à 10 tonnes par jour.

Article 9 :

[...]

Les lixiviats provenant d'installations de stockage extérieures sont considérés comme des déchets non dangereux ultimes et peuvent être admis sur le site autorisé par le présent arrêté aux seules fins d'être traités par l'installation de traitement dédiée. L'exploitant dispose d'une analyse démontrant que, pour chaque lot de lixiviats, ceux-ci peuvent être bien classés selon le code déchet 19 07 03.

[...]

Constats :

L'exploitant indique recevoir environ 2 à 3 citernes (environ 30 tonnes par citerne) par semaine de lixiviats en provenance d'installations de stockage extérieures.

Le dépotage de ces lixiviats se fait directement dans le bassin de lixiviats. Ils sont traités par évapo-concentration et les concentrats sont stockés dans le casier en exploitation.

Les lixiviats proviennent exclusivement d'installations de stockage de déchets non dangereux gérés par le même groupe (SUEZ). L'exploitant indique que les analyses de caractérisation des lixiviats réceptionnés sont celles effectuées trimestriellement dans le cadre du suivi réalisé sur les sites de stockage de déchets non dangereux d'où ils proviennent.

L'exploitant indique qu'il projette de demander une autorisation pour augmenter les quantités

maximales reçues. Il envisage l'aménagement d'une aire de dépotage étanche dans ce cadre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- fournir le registre des entrées 2024 des lixiviats provenant de l'extérieur ;
- transmettre un certificat d'acceptation préalable et l'analyse des lixiviats associée pour chacun des producteurs ;
- justifier que les concentrats de traitement sont acceptables dans le casier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois